

Chapitre 8

Le projet d'une Europe politique depuis 1948

Table des matières

1	Les débuts de la construction européenne	3
1.1	Un projet ancien	3
1.2	Unionistes et fédéralistes	3
1.3	L'échec de l'Europe fédérale	4
2	L'union de l'Europe par l'économie	4
2.1	Les traités de Rome	4
2.2	Les tensions entre la France et la CEE	4
2.3	Les succès de la CEE (jusqu'en 1989)	5
3	La construction européenne après 1989	5
3.1	La fin de la guerre froide et ses conséquences	5
3.2	Les élargissements et les problèmes institutionnels	5
3.3	La montée de l'euroscpticisme	6
4	Une Europe en panne depuis 2008 ?	6
4.1	La succession des crises	6
4.2	Des Européens divisés	7
4.3	L'UE à la recherche d'un nouveau souffle	7

Chronologie

- 1948 : Congrès de La Haye
- 1949 : Création du Conseil de l'Europe
- 1950 : Le Conseil de l'Europe publie la Convention Européenne des droits de l'Homme.
- 1951 : Création de la CECA
- 1954 : Échec de la CED
- 1957 : Naissance de la CEE (Europe des 6)
- 1962 : Création de la PAC
- 1968 : L'union douanière est réalisée
- 1973 : Europe des 9
- 1974 : Création du Conseil européen
- 1979 : Election du Parlement européen au suffrage universel
- 1981 : Europe des 10
- 1985 : Signature des Accords de Schengen
- 1986 : Europe des 12
- 1986 : Signature de l'Acte Unique Européen
- 1990 : Réunification allemande
- 1992 : Signature du traité de Maastricht
- 1995 : Europe des 15
- 1999 : Naissance de l'euro
- 2004 : Europe des 25
- 2005 : Échec du traité constitutionnel européen
- 2007 : Europe des 27
- 2007 : Traité de Lisbonne
- 2008 : Début de la crise financière
- 2013 : Europe des 28
- 2016 : Par référendum, les électeurs britanniques décident la sortie du Royaume-Uni de l'UE

Introduction

En 1918, l'Europe sort exsangue du premier conflit mondial. Plus de 11 millions de soldats et autant de civils ont perdu la vie. Des voix s'élèvent pour demander une réconciliation entre la France et l'Allemagne. Mais, la paix de Versailles, très dure pour les vaincus, n'amène aucune réconciliation. A partir de 1945, les Européens de l'Ouest s'engagent dans une démarche de réconciliation et d'union. Cependant, la construction européenne demeure une entreprise difficile tant les États ont des cultures différentes et des intérêts divergents.

1 Les débuts de la construction européenne

1.1 Un projet ancien

L'idée d'une union des pays du continent est très ancienne. Victor Hugo en 1848 appelait à une union des nations du continent dans le respect des cultures nationales. Si entre 1933 et 1939, les démocraties se sont révélées incapables de sauver la paix, l'idée d'une union de l'Europe renaît pendant la guerre chez les résistants, chez les démocrates-chrétiens (Robert Schuman, Alcide de Gasperi, Konrad Adenauer) et chez les socialistes européens (Paul-Henri Spaak, Guy Mollet). Les "européistes" veulent assurer une paix durable par la réconciliation de la France et de l'Allemagne. ils rejettent le communisme et veulent consolider la démocratie libérale. Ils souhaitent enfin assurer la reconstruction du continent, ramener la prospérité et mettre en place l'État-providence. Les européistes ont le soutien de leaders charismatiques comme Winston Churchill qui appelle à la création des "États-Unis d'Europe". Les européistes se réunissent au Congrès de La Haye (Mai 1948) qui débouche en Mai 1949 sur la création du Conseil de l'Europe (installé à Strasbourg) pour défendre les droits de l'homme. En 1950, Le Conseil de l'Europe rédige la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Les États-Unis qui veulent fédérer les pays européens contre le communisme soutiennent le projet. Pour aider les Européens de l'Ouest à se reconstruire, ils offrent une aide économique : le Plan Marshall. Pour se répartir cet argent, les Européens créent l'OECE (Organisation Européenne de Coopération Economique).

1.2 Unionistes et fédéralistes

Tous les acteurs partagent la philosophie du projet. Ils sont attachés à la démocratie et aux droits de l'homme. Ils rejettent l'ultra-libéralisme qui a conduit à la crise économique et à la guerre. Cependant, la nature de la nouvelle union fait polémique (polémique qui n'est toujours pas tranchée 70 ans plus tard). L'Europe doit-elle être ou non un ensemble fédéral ? Les **fédéralistes** veulent une Europe supranationale avec la création d'une autorité supérieure aux États à qui les gouvernements confieraient des compétences. Les **unionistes** (ou souverainistes) refusent que les États abandonnent une part de leur souveraineté et n'acceptent qu'une simple coopération entre les États. Ce conflit ressurgit à chaque étape de la construction européenne et il freine les initiatives.

Le projet européen a de nombreux adversaires : les communistes (qui dénoncent une domination des États-Unis sur l'Europe de l'Ouest), les gaullistes (qui refusent le fédéralisme). Le Royaume-Uni, qui veut garder ses liens avec le Commonwealth (ses anciennes colonies), reste à l'écart.

1.3 L'échec de l'Europe fédérale

Robert Schuman (ministre des Affaires Étrangères) et Jean Monnet (Commissaire général au Plan) veulent lancer des projets concrets. En 1951, ils proposent la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier). La sidérurgie de 6 pays (France, RFA, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) est administrée par une autorité supranationale indépendante des États.

En 1954, 9 ans après la fin de la guerre, les États-Unis décident de recréer une armée ouest-allemande. Ce projet suscite une grande émotion. C'est pourquoi, les États signent le projet de CED (Communauté Européenne de Défense) qui prévoit d'intégrer l'armée allemande dans une armée européenne. Le projet est rejeté par le Parlement français. L'échec de la CED est lourd de conséquences. Les Six renoncent à construire une Europe politique et vont s'unir par l'économie.

2 L'union de l'Europe par l'économie

2.1 Les traités de Rome

A la Conférence de Messine (1955), les Six décident de créer un "*marché commun*". ils signent le 25 Mars 1957 les deux traités de Rome. Le premier traité crée la CEE (Communauté Économique Européenne).

Le second traité (traité "*Euratom*" sur l'énergie nucléaire) n'aura aucune suite concrète car les États ont des politiques énergétiques différentes.

Le but de la CEE est de créer un marché commun sans douanes où les hommes, les marchandises et les capitaux circuleront librement. Les institutions de la CEE sont complexes car elles tiennent compte du conflit entre fédéralistes et unionistes.

- La **Commission européenne** installée à Bruxelles fait des propositions et exécute les décisions.
- Le **Conseil des ministres** a l'essentiel du pouvoir. Il prend toutes les décisions ; il statue à l'unanimité pour les décisions importantes et à la majorité qualifiée pour les autres.
- Il existe enfin une **Cour de justice** et un **Parlement européen** (formé de députés des États).

2.2 Les tensions entre la France et la CEE

En 1958, De Gaulle qui a toujours critiqué la CEE revient au pouvoir. Il ne remet pas en cause un projet si profitable pour l'économie française mais s'oppose fermement au fédéralisme. Il veut utiliser l'Europe pour renforcer la puissance française. Pour réduire l'influence des États-Unis en Europe, il noue une coopération très étroite avec le chancelier allemand Adenauer : c'est la naissance du **couple franco-allemand**. Il impose la création de la Politique Agricole Commune (PAC). En 1963 et en 1967, il refuse l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE.

En 1965, la France refuse l'extension du vote à la majorité qualifiée (prévue par les traités) et bloque pendant 6 mois le fonctionnement de la CEE ("*politique de la chaise vide*"). En 1966, par le Compromis de Luxembourg, De Gaulle obtient gain de cause.

2.3 Les succès de la CEE (jusqu'en 1989)

La construction européenne continue avec vigueur après le départ du Général. Les présidents français et les chanceliers allemands gardent des relations étroites : Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, Mitterrand et Helmut Kohl.

La CEE s'élargit : elle passe à 9 membres en 1973 (entrée du R.U., de l'Irlande et du Danemark), à 10 membres en 1981 (entrée de la Grèce) et à 12 membres en 1986 (entrée de l'Espagne et du Portugal).

La CEE connaît aussi un important approfondissement. En 1974, les institutions sont complétées par la création du Conseil européen. En 1979, le Parlement européen est élu au suffrage universel. Pour réduire les fluctuations monétaires, les Européens créent le Système Monétaire Européen (SME) et une monnaie de compte : l'ECU.

Le Premier ministre britannique, Margaret Thatcher exige une baisse de sa contribution au budget européen et elle bloque les institutions. La France et l'Allemagne acceptent sa demande pour poursuivre la construction européenne. En 1986, le couple franco-allemand fait adopter l'Acte Unique Européen qui prévoit de créer un grand marché unique.

3 La construction européenne après 1989

3.1 La fin de la guerre froide et ses conséquences

Le 09 Novembre 1989, le Mur de Berlin est ouvert. L'Allemagne se réunit le 03 Octobre 1990. Les pays d'Europe centrale et orientale (les PECO) demandent à adhérer à la CEE pour consolider la démocratie et réformer leurs économies.

La construction européenne doit se faire désormais à l'échelle du continent.

Pour faire face à ces défis, la CEE doit évoluer et devenir une union politique. Le 02 Février 1992, les Quinze (la Suède, de la Finlande et l'Autriche ont adhéré en 1995) signent le traité de Maastricht. La CEE devient l'Union européenne (UE). Les pouvoirs du Parlement européen sont augmentés. Une citoyenneté européenne est mise en place : un européen vivant dans un autre pays de l'UE peut y voter aux élections locales et européennes. Le traité prévoit une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et il institue une coopération judiciaire et policière. Enfin, il prévoit la création d'une monnaie unique.

3.2 Les élargissements et les problèmes institutionnels

Pour accueillir les PECO sans devenir ingouvernable, l'UE doit modifier ses institutions. Les divisions sont importantes entre les partisans d'une "Europe-puissance" (France, Allemagne) et ceux qui ne veulent qu'un simple marché aux règles flexibles (Royaume-Uni). En 2001, pour préparer l'élargissement, les Européens adoptent dans la douleur le traité de Nice qui prévoit une double majorité au Conseil européen. Pour unifier le droit européen, un Traité constitutionnel européen est élaboré en 2004 sous la direction de Valéry Giscard d'Estaing. Mais ce projet est rejeté l'année suivante par les électeurs français et néerlandais.

Pour sortir de l'impasse, la France et l'Allemagne font adopter en 2007 le traité de Lisbonne qui reprend les aspects principaux de la défunte constitution. Le gouvernement français, cette fois, ne prend pas le risque d'organiser un référendum

et le nouveau traité est adopté par le Parlement. Les opposants au traité de Lisbonne dénoncent un déni de démocratie car les parlementaires acceptent un texte déjà refusé par le peuple.

3.3 La montée de l'euroscpticisme

Le Traité de Maastricht avait été adopté à une très courte majorité (51 %) et la constitution européenne est rejetée par 55 % des électeurs français. Ces scores soulignent la montée du sentiment euroscptique en Europe de l'ouest. Les populations ont le sentiment que l'UE de plus en plus libérale ne les protège plus contre la concurrence, contre le dumping social et fiscal pratiqué par les pays de l'est du continent ou par les pays émergents. De nombreux souverainistes accusent l'UE d'être "*l'idiot utile de la mondialisation*" : au nom de la libre concurrence, elle laisserait les entreprises étrangères détruire les industries et les emplois du continent.

Les partis anti-européens progressent à chaque élection : le Front National (aujourd'hui rassemblement national) en France, le parti UKIP au Royaume-Uni... Même si l'UE continue à s'étendre (28 membres en 2016), même si la mise en circulation de l'euro a été un succès, le projet européen est en crise. L'Europe n'est pas parvenue à devenir une puissance politique. De nombreux États comptent sur les États-Unis et l'OTAN pour être défendus. La politique étrangère commune est un leurre. On est face à une "*Europe à la carte*" : Chaque Etat choisit ou non de participer à un projet. Le Royaume-Uni a refusé de participer à l'espace Schengen. Les Anglais et les Suédois ont refusé l'euro.

4 Une Europe en panne depuis 2008 ?

4.1 La succession des crises

A partir de 2008, l'Europe est frappée par la crise financière et économique qui a commencé l'année précédente aux États-Unis. Pour éviter l'assèchement du crédit, les États, pourtant lourdement endettés, empruntent à nouveau de l'argent sur les marchés et volent au secours des banques. Ils mettent aussi sur pied des plans de relance pour soutenir les secteurs les plus fragilisés (BTP, automobile...). En 2010, la Grèce annonce un déficit budgétaire très supérieur aux critères de Maastricht. Cette nouvelle déclenche une crise de la dette souveraine car les marchés financiers augmentent brutalement les taux d'intérêt pour les pays les moins riches de l'UE (Grèce, Italie, Espagne, Portugal, Irlande) qui sont financièrement étranglés.

A partir de 2011, des révolutions se produisent dans le monde arabe et des guerres civiles éclatent en Syrie, en Libye... Les violences et l'effondrement des États poussent des milliers de personnes à partir dans des conditions très périlleuses vers l'Europe. Les pays situés au sud du continent sont alors submergés par les arrivées.

En 2014, à la suite d'une révolte populaire en Ukraine, la Russie occupe la Crimée et elle soutient la sécession des régions russophones contre le gouvernement de Kiev. C'est la première fois depuis 1945, que les frontières sont modifiées par la force sur le continent européen.

En 2016, les électeurs britanniques votent la sortie de leur pays de l'UE.

4.2 Des Européens divisés

L'Europe se coupe en deux. Les pays du sud sont les plus frappés par la crise alors que les pays du Nord, qui ont libéralisé leurs économies et qui exportent des biens et des services à haute valeur ajoutée sont dans une meilleure situation. L'Allemagne qui a imposé une forte flexibilité du travail au cours des années Schroeder oblige ses partenaires à pratiquer une austérité qui aggrave la crise. Les Européens mettent 6 ans à régler la crise de la dette souveraine. Ils créent d'abord un fond de secours : le MES (Mécanisme Européen de Stabilité); puis, en 2012 Mario Draghi président de la Banque centrale européenne injecte massivement des liquidités pour résoudre la crise financière, faire baisser l'euro et tenter d'endiguer la spirale déflationniste. Cependant, la croissance économique ne redémarre que mollement car les inégalités se sont accrues.

Face à l'arrivée des migrants, de nombreux Etats d'Europe orientale (Hongrie...) hostiles aux réfugiés, suspendent les accords de Schengen, rétablissent des contrôles aux frontières et édifient des clôtures laissant l'Italie et la Grèce seules face au problème.

4.3 L'UE à la recherche d'un nouveau souffle

Mais contrairement aux affirmations des partis eurosceptiques, la solution aux crises ne peut être qu'européenne. Et il y a urgence ! Les Européens sont entourés de partenaires qui profitent de leurs divisions. La Russie qui n'a jamais admis l'élargissement de l'UE et de l'OTAN à l'est, s'est réjouie du Brexit; elle soutient ouvertement les mouvements eurosceptiques et multiplie les attaques informatiques ou la diffusion de fausses nouvelles sur ses médias (sur la chaîne RT ou sur le site Sputnik). Donald Trump veut obliger ses Européens à lui acheter plus d'armes et veut empêcher la naissance d'une défense européenne ; il multiplie les menaces de guerre commerciale.

Enfin, la Chine a profité de la crise de 2008 pour s'implanter en Europe. Elle a offert une aide financière aux pays les plus fragiles (Grèce, Portugal, Italie), elle a acheté des entreprises et surtout des ports (Le Pirée...) pour faire avancer son projet des Nouvelles Routes de la Soie.

Conclusion

A partir de 1948, les États européens ont décidé de s'unir pour la paix, la démocratie et le progrès économique et social. L'UE, malgré ses blocages, demeure encore aujourd'hui le modèle le plus abouti d'intégration régionale et elle sert de modèle à d'autres continents (Mercosur). Cependant, depuis la mise en place de l'euro, le projet européen est en panne. Pour repartir de l'avant, les États doivent retrouver le désir d'un destin commun.